

le 6. Octobre 1870.

323

293

J'ose croire qu'il ne faudrait pas décourager le Gouvernement Britannique dans sa tentative actuelle de pacification, tout en lui répondant sans compromettre la position que nous avons occupée jusqu'ici. -

Lord Granville pose deux questions. -

1^{re} Si nous ne pourrions pas tomber d'accord sur des conditions de paix acceptables aux deux belligérants. -

2^{de} Si, en pareil cas, il y aurait probabilité d'arrêter le siège de Paris par un appel à l'humanité du Roi de Prusse ^{la part} de l'Angleterre et de la Russie de concert avec les autres Puissances neutres, et par une recommandation de modération adressée en même temps par ces Puissances au Gouvernement français. -

Je pense qu'il faudrait écarter toute discussion entre les neutres sur les conditions de la paix comme étant plutôt du ressort des belligérants. -

L'Europe connaît, par la circulaire du Comte Bismarck, les conditions de la Prusse; elle connaît aussi le refus péremptoire du gouvernement de fait de Paris. -

Telle est la situation actuelle. -

Nous avons quelque lieu de croire que le Comte de Bismarck se prêterait à un armistice de 40. jours si la demande lui en était faite par les hommes au pouvoir en France, et si quelques forteresses de second ordre, non encore prises, lui étaient livrées. - Pendant ce temps, les hostilités seraient suspendues devant Paris qui continuerait à être investi. - Cet armistice donnerait

le temps nécessaire pour la convocation de l'Assemblée Constituante, condition de rigueur pour la création d'un pouvoir régulier, ayant autorité pour statuer sur le rétablissement de la paix..

Nous avons aussi lieu de croire que la Prusse n'opposerait aucun obstacle aux élections pour cette Constituante et même qu'elle les faciliterait dans les provinces qu'elle occupe..

Je conclurais donc de répondre à Lord Granville qu'il pourrait se réserver de prendre l'honorable initiative de disposer les hommes au pouvoir en France à la demande de cet armistice aux conditions indiquées ci dessus. - Ce serait un grand pas de fait pour rendre la paix possible dans un prochain avenir et

pour se trouver enfin en face d'un Gouvernement placé sur des assises plus solides que celui ballotté aujourd'hui tant à Paris que dans les départements. -

Quant au retour de la Dynastie Napoléonienne et surtout de Napoléon III lui-même, je pense que nous ne devrions nous prêter à aucune combinaison de ce genre. - La France, République ^{ou Monarchie} Orléaniste vaudrait mieux, selon moi, pour nos intérêts. - Indépendamment de la violence exercée sur la nation française et de la condamnation prononcée par Napoléon III sur lui-même par suite des fautes qu'il a commises et de la honte qu'il a fait rejettier sur la France, il ne tarderait pas à reprendre son système de servilité vis-à-vis de l'Angleterre dont

le premier symptôme serait une entente intime avec elle contre nous, se rattachant à toutes les questions d'Orient. -

Sur ce terrain, il rallierait l'Autriche et nous ne pourrions que faiblement compter sur la Prusse. - Ses intérêts sont ailleurs et elle pourrait même trouver de son avantage de laisser diriger l'action de l'Autriche vers ces parages pour distraire son attention de l'Allemagne. -

Je sais bien que du quartier-général on nous prodigue aujourd'hui les assurances et les promesses. - Mais nous n'avons pas besoin de parcourir des pages trop arriérées de l'Histoire de Russie pour savoir la valeur de la reconnaissance. -

Le cas échéant, on ne nous contraindra pas à Berlin, mais espérer qu'on

nous aiderait, qu'on s'imposerait des sacrifices au sortir d'une lutte sanglante et dispendieuse, ce serait, à mon avis, se laisser égarer par un mirage: baser un calcul politique sur le sentiment serait se livrer à une illusion. -

Quant à l'armistice, le point le plus difficile à régler serait que M^r de Bismarck ne l'accorde pour 40. jours qu'en maintenant l'investissement de Paris, et que le Gouvernement de fait serait autorisé à répondre: "on veut nous prendre par la famine."

C'est une difficulté sur laquelle le Gouvernement Anglais aurait à s'entendre avec la Prusse s'il se charge de faire la demande de cet armistice aux deux parties. - Il me semble qu'on pourrait

se dispenser de mentionner ce point dans la réponse au Gouvernement Anglais. Puisque nous lui réservons l'honneur de l'initiative il peut bien le payer par quelque effort d'imagination. - D'ailleurs, si le C^{te} Bismark désire en effet arriver à la paix par l'entremise d'une Constituante, il faudra bien qu'il accepte un compromis quelconque pour empêcher la famine, par exemple l'admission d'un ravitaillement du dehors dont il pourrait toujours calculer les proportions puisque les Prussiens cernent la ville. - S'il ne veut pas de paix ou s'il s'obstine à ne la vouloir qu'avec la restauration de Napoléon, alors tout ce qu'il dit aujourd'hui n'est qu'une manœuvre et tout ce qu'on

ferait ou dirait ne servirait à rien. —

J'ose croire que dans ces limites
nous aurions apporté notre offrande
en faveur d'une paix, que réclament
tous les intérêts, sans dévier de la ligne
politique que nous avons suivie jus-
qu'ici et sans modifier nos bonnes rela-
tions actuelles avec la Prusse. —

/ Gortchakov.

Сарское Сло

6 octobre 1870.